



DN n° 825 - Semaine du 23 au 29 juin 2008

Maroc - Belgique - Europe - Divers

Editorial

L'Exécutif des musulmans de Belgique toujours dans la tourmente.

Depuis la reconnaissance de l'Islam en Belgique en 1974, les Musulmans n'ont jamais pu constituer une structure stable, permanente et définitive, une structure digne, honorable et incorruptible, une structure reconnue par l'Etat belge et par la communauté musulmane, une structure libre, autonome, indépendante et souveraine.

A cause de l'interventionnisme à outrance des autorités belges et de l'ingérence des puissances étrangères, aucune structure n'a pu s'installer pour représenter dignement le culte musulman et défendre les intérêts cultuels des Musulmans belges et des Musulmans de Belgique.

Dès le début de la reconnaissance de l'Islam, la Belgique a officiellement remis les clefs du Cinquantenaire et les reines de la gestion de l'Islam à l'Arabie Saoudite. Depuis lors c'est la Rabitat Mondiale qui gère la mosquée et le Centre Culturel et Islamique du Cinquantenaire.

Une vingtaine d'années plus tard, la Belgique a décidé de retirer l'agrément au Centre Culturel et Islamique en organisant des élections afin d'installer un Exécutif pour remplacer le Centre Islamique et pour fonctionner en tant que représentant officiel du culte islamique en Belgique. Conséquences, la Turquie et le Maroc ont eu le champ libre pour s'immiscer dans les affaires cultuelles de Belgique.

Depuis lors la communauté musulmane, est entré dans une spirale de crise et de rebondissements jusqu'à aujourd'hui encore. Surtout depuis les dernières élections du 20 mars 2005 l'influence sur l'Exécutif des Musulmans de Belgique était partagée entre deux pays amis de la Belgique. Via la Diyanat, Ankara avait la main mise sur les membres turcs et l'Ambassade marocaine sur les membres d'origine marocaine.

Désormais, rien ne pouvait se faire ou se décider sans l'aval et le cautionnement des deux protagonistes qui défendaient l'intérêt de leurs pays respectifs sans tenir compte de l'intérêt de la communauté musulmane de Belgique. Vu l'importance des enjeux(1), le silence des autorités belges et l'absence de tout contrôle démocratique, les responsables de l'Exécutif sont devenus des alliés dociles et subordonnés aux deux ambassades en question.

Entre temps, plusieurs responsables ont été inculpés et la justice belge a ouvert

plusieurs enquêtes judiciaires suite à de multiples malversations et mauvaises gestions. Au fond ce n'est pas à cause des personnes que l'Exécutif n'a pas bien fonctionné mais c'est à cause du système lui-même qui a imposé des élections et qui a permis et permet encore à des personnes sans vergogne et sans aucune compétence d'accéder directement à la gestion du culte islamique en Belgique sans aucun garde-fou, à part celui lié à la sécurité.

Aujourd'hui, l'EMB a perdu complètement sa crédibilité et sa raison d'être. Il est pratiquement paralysé, sans financement, et surtout après la démission en bloc de 23 membres. Il ne reste dans l'EMB que les aficionados du Diyanat. Dire qu'il n'y a pas de problème et qu'on va continuer de travailler comme dit le dernier communiqué de l'EMB "L'EMB et son AG assurent sereinement la continuité". (voir le communiqué ci-dessous) Si on ne tient pas compte de la sonnette d'alarme de 23 membres qui démissionnent en bloc, si on fait la sourde oreille à des critiques qui fusent de partout, si on veut faire abstraction à la crise grave et profonde qui traverse l'EMB alors c'est grave. Continuer à faire la politique de l'autruche et vouloir s'accrocher à tout prix à un semblant de pouvoir est encore plus dramatique. Nier l'évidence même d'un échec, c'est tragique, mais c'est aussi se moquer éperdument de la communauté musulmane de Belgique.

Enfin, ce n'est pas en colmatant les brèches qu'on va résoudre cette crise profonde. Ce n'est pas non plus en organisant des assises qu'on trouvera les solutions. A mon avis, il faut oser prendre le taureau par les cornes et tout remettre en question en faisant tabula rasa et recommencer tout depuis le début. Une structure quelle qu'elle soit ne peut être démocratique que si elle a une assise et un fondement populaires. Aucune structure ne peut être représentative ni légitime si elle ne repose pas sur une véritable fondation avec des piliers solides que sont les associations de Musulmans au niveau communal.

(1) Enseignement de la religion islamique, désignation des enseignants, désignation des aumôniers, reconnaissance des mosquées, nominations des imams, reconnaissance des produits Halal, programmes radio et télévision et calendrier des fêtes religieuses.

Sarie Abdeslam
Bruxelles, le 29 juin 2008

[**Top**](#)

Maroc



Les Marocains occupent le premier rang des immigrés résidant en Catalogne avec 207.194 personnes, suivis des Roumains avec 87.889 immigrés et l'Equateur avec 80.350 immigrés.

La Catalogne est la seule région d'Espagne où le nombre des immigrés a dépassé un million d'immigrés, soit 14,9 pc du total de la population.

Selon les mêmes statistiques, la population en Catalogne a atteint au 1er janvier 2008 quelque 7.354.441 personnes.

Des chiffres provisoires du recensement de la population publiés par l'Institut national espagnol de la statistique, ont révélé que l'Espagne comptait au 1er janvier 2008 quelque 46,063.511 millions d'habitants, dont 5,22 millions d'étrangers, soit un accroissement de plus de 15,5 pc en une année.

2,1 millions des étrangers dénombrés sont issus des 27 pays membres de l'UE. Avec 664.688 personnes, les ressortissants marocains sont la première communauté étrangère d'Espagne hors Union Européenne et représentent 12,3 pc du total de la population étrangère, juste en deuxième position derrière les Roumains dont le nombre a atteint 728.967 personnes (14 pc du total et une augmentation de 38,3 pc en une année).

Les Equatoriens viennent en 3ème position avec une population de 420.110 personnes.

Source Map

Manifestation de solidarité avec la population de Sidi Ifni

Vidéo de la manifestaion à Bruxelles devant l'ambassade marocaine le mardi 24 juin 2008.

<http://fr.blog.360.yahoo.com/blog-BdntC4sieq.q4gwdjgqNb0t3J9oh?p=5883#comments>

[Top](#)

Belgique





reconnus à dater du 31 mars 2008 par arrêté royal du 9 mai 2008.

Depuis trois mois, l'EMB n'a pas ménagé ses efforts pour redresser l'Institution et la sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouvait, et ce malgré le manque de moyens. En dépit de cette situation, de nombreux contacts positifs et encourageants ont été établis avec les différentes autorités publiques concernées par les dossiers de l'EMB.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale des Musulmans de Belgique a pris acte le 13 juin 2008 de la démission de 23 membres, tout en réaffirmant sa volonté de faire le nécessaire pour aller de l'avant.

Néanmoins, l'AG entend poursuivre les dossiers en attente, en particulier celui de la reconnaissance des lieux de culte (mosquées), et entamer une large concertation ouverte à toutes les composantes de la communauté musulmane quant au renouvellement de l'Organe représentatif des musulmans de Belgique. Deux commissions (mosquées – renouvellement) viennent d'être mises sur pied au sein de l'AG pour s'atteler à ces priorités.

Cette volonté est également celle du Ministre en charge des cultes, qui, par voie de presse, a déclaré ne pas être concerné par cette démission de membres de l'AG, considérant l'EMB comme son seul interlocuteur.

L'EMB et l'AG réaffirment leur volonté de travailler collégialement et d'assumer entièrement les responsabilités qui leur incombent vis-à-vis de la communauté musulmane et des différentes autorités publiques, et mettront tout en œuvre pour poursuivre le travail entamé et assurer une transition sereine avec tout autre Organe représentatif qui sera mis en place.

Nordine TAOUIL
Président de l'AG

emsettin UGURLU
Président de l'EMB

Centre pour l'Egalité des Chances
Hervé Hasquin en devient le Président



Hervé Hasquin est devenu le Président du Conseil d'administration du Centre pour l'Egalité des Chances.

Centre pour l'Egalité des Chances
Rapport annuel 2007 «Discrimination/ Diversité»
26/06/2008
77 % de hausse des plaintes et signalements !

Ce jeudi 26 juin, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (Centre) a présenté son 3e rapport annuel : «Discrimination/Diversité». Les deux premiers rapports annuels portaient sur « Migration » (avril) et « Traite des êtres humains » (mai).

Ce 3e rapport est consacré à la thématique des discriminations raciales et non raciales en Belgique, ainsi qu'à la promotion de l'égalité des chances et de la diversité. Comme les deux autres Rapports, ce n'est pas un Rapport des activités du Centre, mais un état des lieux plus général de la discrimination et de la diversité dans notre pays. Au sommaire : des chiffres, des analyses, des articles de fond, des prévisions et chantiers pour les années à venir, ainsi que des contributions de différents acteurs de notre société (responsables politiques, syndicats, associations...).

[Le rapport annuel 2007 en pdf](#)

[Top](#)

Europe





Le Conseil français du culte musulman (CFCM) a pris un nouveau départ dimanche avec l'élection à sa tête de Mohammed Moussaoui, vice-président du RMF (Rassemblement des musulmans de France) seul candidat en lice après un accord pour une liste unique favorable à la modernisation de l'institution.

Ce marocain de 44 ans, homme de consensus, est agrégé de mathématiques et maître de conférences à l'université d'Avignon. Il siègeait au conseil d'administration du CFCM depuis sa création en 2003. Il succède au recteur de la Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, qui ne se représentait pas.

La liste unique prévoit une répartition des postes au sein du bureau exécutif qui satisfait les diverses composantes, compte-tenu des résultats des élections du 8 juin pour les conseils régionaux.

Selon un participant aux discussions, Fouad Alaoui de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) serait vice-président chargé des réformes, Haydar Demiryurek du Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) vice-président chargé des régions, Anouar Kbibecheh président du RMF deviendrait secrétaire général et Ikacha Ben Ahmed daho de l'UOIF serait trésorier. Il y a 17 postes à pourvoir.

C'est l'épilogue d'une période de tribulations qui ont menacé la tenue même de ces élections : la fédération de la Grande mosquée de Paris a décidé de les boycotter pour protester contre le mode de désignation du corps électoral, l'UOIF a menacé un moment d'en faire autant, puis a demandé un report des élections. Finalement il y a eu plus de 80% de participation au scrutin du 8 juin qui a placé les Marocains du RMF nettement en tête.

Le RMF a recueilli 1.675 voix (43,24%), obtenant ainsi 20 sièges au conseil d'administration du CFCM. L'UOIF avec 1.171 voix (30,23%) a obtenu 13 sièges, le CCMTF, avec 493 voix (12,05%), 4 sièges, et la FNMF avec 68 voix (1,76%) 1 siège. Les "divers", notamment les musulmans des Antilles, Afrique et Comores, des Algériens, les piétistes du Tabligh, ont recueilli 467 voix (12,05%), soit 3 sièges au CA.

Ces mouvements représentent des sensibilités diverses en fonction des pays d'origine et de la pratique religieuse mais tous sont d'accord pour rénover le CFCM auquel il est reproché de n'être ni efficace ni représentatif de l'ensemble de la communauté.

Le programme de la nouvelle équipe prévoit de mettre en place une dizaine de commissions, concernant la formation des imams, la construction de mosquées, l'enseignement, la viande halal et l'abattage rituel, le pèlerinage, et aussi la réforme du mode électoral.

Dans son message de félicitation au nouveau président, Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, chargée des cultes, insiste aussi sur la nécessité d'un nouveau départ pour le CFCM "dans un esprit de rassemblement".

"Il importe que désormais le CFCM se consacre effectivement aux grandes questions intéressant l'exercice du culte", insiste-t-elle. "Vous savez pouvoir compter sur mon appui pour défendre votre droit à exprimer votre foi dans le cadre de la législation républicaine", écrit encore la ministre.



La France compte près de 5 millions de musulmans dont 5% sont des pratiquants réguliers. Il y aurait 1,5 million d'Algériens de nationalité ou d'origine, 1 million de Marocains, 400.000 Tunisiens, 340.000 Africains subsahariens (du Sénégal et du Mali principalement), 313.000 Turcs, 70.000 musulmans d'Asie, sans compter les convertis et les musulmans sans papiers.

Source: AFP

Présentation du "Livre blanc sur le dialogue interculturel" du Conseil de l'Europe

Le dialogue entre les cultures, le mode de conversation démocratique le plus ancien et le plus fondamental, est un antidote au rejet et à la violence. Son objectif est d'apprendre à vivre ensemble dans la paix et de manière constructive dans un monde multiculturel, et de développer un sens de la communauté et un sentiment d'appartenance.

Ce site est entièrement consacré aux activités du Conseil de l'Europe en faveur du dialogue interculturel.

Plus d'information sur le dialogue interculturel :
http://www.coe.int/t/dg4/intercultural/default_fr.asp

Pour télécharger la version finale du "Livre blanc sur le dialogue interculturel" (format PDF) :
<http://www.coe.int/t/dg4/intercultural/Source/Livre%20blanc%20final%20FR%20020508.pdf>

NON à la rétention et à l'expulsion des migrant-e-s,
OUI AUX PAYS OUVERTS ET SOLIDAIRES !

L'incendie du centre de rétention de Vincennes n'est pas seulement un moment particulièrement cruel d'une politique de répression. Il indique aussi les effets voulus d'une politique : il faudrait, selon ce pouvoir "mettre à part" les étrangers, et essayer de les entourer d'un rideau de silence et d'indifférence.

Une nouvelle directive sur la rétention et l'expulsion des personnes étrangères vient d'être adoptée par les 27 Etats membres de l'Union Européenne ce 18 juin à Strasbourg.

Comme la France, l'Europe adopte des politiques toujours plus fermées et plus répressives en matière d'immigration.

Nous voyons se construire sous nos yeux une « Europe Forteresse » qui met tout en œuvre pour assurer la libre circulation des marchandises et des capitaux et qui enferme les êtres humains, obligés pour les uns de quitter leur pays, hier colonisés, aujourd'hui soumis à l'impitoyable mondialisation libérale, pour les autres de fuir des territoires en guerre que l'Europe libérale préfère oublier.

En France, les centres de rétention « dernier cri » dans lesquels on enferme des nourrissons (il y a des tables à langer !), des enfants en bas âge, des adolescents, des femmes enceintes,

des familles entières, des vieillards malades et handicapés..., ces centres se multiplient.

Et puis comme ce week-end au CRA de Vincennes un Tunisien de 41 ans décède dans des conditions qui ne sont pas totalement élucidées, d'autres « embriegadées » se révoltent légitimement contre leur lieu de détention. Certain-e-s sont réprimé-e-s sauvagement.

Le 20 juin le ministre de l'Identité Nationale à grand renfort de chiffres nous annonçait une augmentation du nombre de reconduites à la frontière de sans papier (30 000 expulsions depuis 12 mois, 80% de plus que l'année dernière à la même époque, sic).

Pourtant la France est encore considérée comme le phare parmi les « pays des droits de l'homme » ! Elle sera dès le 1er juillet prochain à la tête de l'institution Européenne. A ce titre, elle doit changer sa politique nationale et exiger de l'Europe de sortir de l'élan xénophobe qui la menace.

Nous rappelons que cette directive préfigure l'installation en Europe d'un modèle permettant l'enfermement généralisé des étrangers sans-papiers et des demandeurs d'asile dans des camps. Cette directive va à l'inverse de l'élan spontané des peuples qui montrent publiquement leur solidarité. Elle constitue une nouvelle étape grave dans l'affaiblissement des droits humains et des garanties démocratiques. Elle rend impossible l'accès, pour les étrangers, aux droits les plus élémentaires.

La France ce n'est pas ça ! L'Europe ce n'est pas ça Nous ne la voulons pas ainsi. La construction de l'Europe telle qu'elle est en train de tout abandonner aux « marchés » doit revenir à son idée première du rassemblement des peuples, pour les peuples.

www.gauchealetative.org

[**Top**](#)

Agenda



Manifestation

Samedi 5 juillet 14 h 30 à Paris, M° Place de clichy
Concert-meeting (entrée libre)

Avec notamment Mohamed Bahr, Fred Alpi, Kalash (sous réserve)
et des interventions de militants syndicalistes et associatifs tunisiens, marocains,
palestiniens, etc.

18 heures à la CIP-IDF

M° Corentin-Cariou, 14/16 quai de la Charente